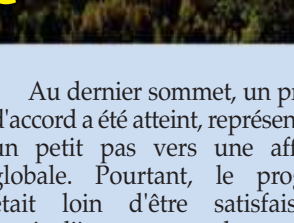
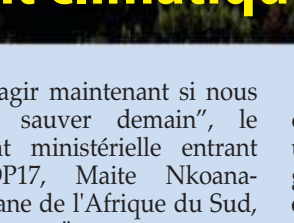
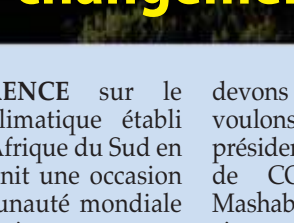
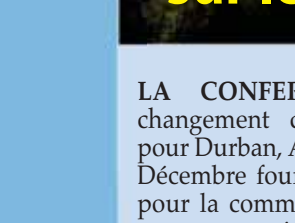
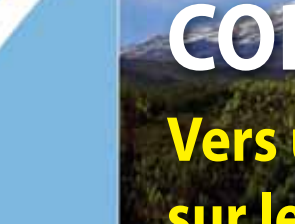




L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 13 No 6 Octobre 2011



COP17

Vers un accord sur le changement climatique

LA CONFERENCE sur le changement climatique établi pour Durban, Afrique du Sud en Décembre fournit une occasion pour la communauté mondiale pour parvenir à une entente ayant force obligatoire pour atteindre l'objectif commun de sauver la planète, mais de profondes divisions demeurent sur la voie à suivre.

La 17^{ème} Conférence des Parties (COP 17) à la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques se poursuivront les négociations en vue d'un consensus mondial sur une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto qui expire en 2012.

Réductions d'émissions comparables pour les pays industrialisés de Parties non-Kyoto sera au centre de l'issue de la conférence de Durban.

"Le changement climatique est menaçant pour notre avenir et celui de notre planète, et nous

devons agir maintenant si nous voulons sauver demain", le président ministérielle entrant de COP17, Maite Nkoana-Mashabane de l'Afrique du Sud, ajoutant que "aucun pays, peu importe sa taille ou sa puissance, ne peut relever ce défi à lui seul."

"Nous ne pouvons réussir que lorsque nous travaillons ensemble comme communauté internationale, en lisant la même page, et agissant en concert pour un objectif commun. Il est donc, notre souhait que cette conférence va devenir une plateforme pour le monde de faire un pas significatif vers un futur régime de changement climatique."

Nkoana-Mashabane, qui est le Ministre de Relations Internationales et de Coopération, a dit que les discussions en cours sont encourageantes et la communauté globale devrait en tirer parti pour faire COP17 un succès.

Au dernier sommet, un projet d'accord a été atteint, représentant un petit pas vers une affaire globale. Pourtant, le progrès était loin d'être satisfaisant, particulièrement pour les pays en développement comme ils n'ont pas adressés leur position dans un nombre des éditions en incluant des niveaux d'émissions de carbone, aussi bien qu'a augmenté la finance, la technologie et la capacité pour l'administration de risque et de l'adaptation.

À la suite de cela, il y a le scepticisme vers la magnitude des figures et les conditions pour accéder aux fonds sous le Fonds de Climat Vert proposé, qui s'attend procurer et déboursier US\$100 milliards par an d'ici à 2020, commençant avec les US\$30 milliards en 2012 pour soutenir la mitigation et les actions d'adaptation dans les pays en développement.

suite page 2...

POLITIQUE	3
COOPÉRATION	4
AGRICULTURE	5
TOURISME	6
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	7
ÉNERGIE	8-10
RESUME DES AFFAIRES	11
ÉLECTIONS	12
PARITE DES SEXES	13
PAIX ET SÉCURITÉ	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Vers un accord sur le changement climatique

suite de la page 1...

L'Afrique soutient aussi que les augmentations globales de température devraient être gardées au-dessous de 1.5 degrés au lieu de la cible proposée d'au-dessous de 2 degrés.

Lors de leur réunion annuelle tenue en Namibie, les ministres de la SADC chargée de l'environnement et la gestion des ressources naturelles ont réaffirmé leur volonté d'utiliser la future conférence sur le changement climatique à faire pression pour un résultat qui reflète les priorités africaines, qui sont centrés sur l'adaptation, le transfert de technologie a augmenté la finance, et renforcement des capacités.

Les ministres ont conseillé à tous les Etats-Membres de collaborer et parler avec une voix pour influencer le résultat de la conférence, en ajoutant que l'adaptation reste une priorité supérieure pour la région.

Le Groupe Africain de Négociateurs sur le Changement Climatique (AGN), qui s'est rencontré à Durban en Août, a réaffirmé le besoin à prioriser l'adaptation climatique pour profiter au continent.

"On s'attend à ce que Durban termine un Cadre d'Adaptation ambitieux, développe des directives et un soutien en faveur de nos Plans d'Adaptation Nationaux et de gagner terrain vers un mécanisme pour compenser les pertes et les dommages concernant le climat," a dit l'AGN.

Les ministres de la SADC responsables pour la Parité des Sexes ont aussi accentué l'importance d'intégrer une perspective de parité de sexes dans les politiques sur le changement climatique et les stratégies d'adaptation, comme les femmes sont les plus affectées par le changement climatique.

En ligne avec le point de vue des ministres de la SADC, l'AGN a accepté de presse pour une seconde période d'engagement juridiquement contraignant en vertu du Protocole de Kyoto pour

garantir qu'il n'y ait pas d'écart entre les périodes d'engagement premier et deuxième

Le Protocole Kyoto, le seul accord global sur le changement climatique jusqu'au présent, charge des cibles pour les pays

industrialisés de réduire leurs émissions à une moyenne de cinq pour cent au-dessous du niveau de 1990 entre 2008 et 2012.

COP17 est prévu pour le 28 Novembre jusqu'au 9

Décembre à Durban. C'est la troisième fois qu'un pays Africain accueille la conférence sur le changement climatique, après le Maroc en 2001 (COP7) et le Kenya en 2006 (COP13). □

La position Africaine sur le climat

LE GROUPE africain de Négociateurs sur le Changement Climatique (AGN) est une structure des fonctionnaires a nés de tous les Etats-Membres de l'Union Africaine, les experts et les négociateurs dans les négociations de la Convention du Cadre des Nations Unies sur le Changement climatique (UNFCCC), avec la Conférence Ministérielle Africaine de l'Environnement fournissant l'omission politique sur le groupe. Le groupe est présidé par Tosi Mpanu-Mpanu de la République Démocratique du Congo.

À sa réunion à Durban, Afrique du Sud, en Août, le groupe (AGN) a trouvé le "Plateforme du Climat Africain pour Durban", qui est la position africaine pour COP17.

Le papier de position devait être présenté à la réunion de Ministres de la Protection de l'Environnement Africains (AMCEN) pour adoption à la Conférence de Bamako en Octobre.

Les éléments clé du papier de position incluent:

- Veiller à l'application intégrale, effective et soutenue de la CCNUCC à travers le processus multilatéral qui garantit des progrès sur les questions non résolues accepté à Bali en 2007, tout en assurant que les décisions prises à Cancun sont opérationnalisés;

- L'Assurance de la deuxième Période d'Engagement du Protocole Kyoto, aussi bien que les réductions d'émission comparables pour les Parties non-Kyoto, sont central au résultat de la Conférence du Durban;
- Les pays Développés sont faits appel pour entreprendre des engagements de mitigation ambitieux à partir de 2013 à 2017 d'au moins 40 pour cent et réduire leurs émissions d'au moins 95 pour cent d'ici à 2050, comparés au niveaux de 1990;
- L'Adaptation devrait être au centre de l'affaire en garantissant un processus pour l'implémentation concrète d'activités d'adaptation et en reconnaissant que les besoins et le financement d'adaptation dépendent sur l'ambition de réduction d'émission de toutes les parties; et
- La Technologie devrait être adressé par opérationnalisation du mécanisme de technologie bien entendu à Cancun pour permettre à l'action améliorée sur le développement et le transfert de technologie de soutenir les pays en développement de s'adapter et atténuer le changement climatique. □

Le financement est essentiel pour s'attaquer au changement climatique

ON NE peut pas s'attaquer au phénomène global du changement climatique sans un accord qui inclut la finance, la technologie et renforcement des capacités, le Président Sud-Africain Jacob Zuma a dit.

"Un accord qui n'adresse pas les moyens nécessaires d'implémentation – la finance, la technologie et le renforcement des capacités – ne sera pas équitable," a-t-il dit en avance de COP17 prévu pour Durban en Novembre-Décembre.

Zuma a conseillé à la communauté globale d'honorer des engagements internationaux faits aux sommets précédents, en disant que le fait de se tenir à

l'écart d'eux n'aiderait pas dans la lutte contre le changement climatique.

Il a dit qu'il y a nécessité d'opérationnaliser certains des accords, notamment ceux pris à Cancun, au Mexique. Ces accords prévoient la mise en place d'un Fonds Vert pour le climat, qui vise à sensibiliser et déboursier environ US\$100 milliards par an d'ici 2020, à commencer par US\$30 milliards de 2012 à soutenir les actions d'atténuation et d'adaptation dans les pays en développement.

"Il est devenu tout aussi important de sérieusement adresser le fait d'augmenter la livraison de finance sur le climat

entre 2013 et 2020 et lancer un processus formel qui évaluera les sources et l'échelle de finance à long terme et garantir la capitalisation du Fonds de Climat Vert."

Il a dit un résultat moins ambitieux qui n'adresserait pas les besoins urgents d'entre ceux qui ont été sérieusement affectés par le changement climatique ne serait pas acceptable.

"La conférence de Durban survient sur le continent africain, qui est particulièrement vulnérable à l'impact du changement climatique. Dans ce contexte, le niveau bas d'ambition est une inquiétude sérieuse." *BuaNews* □

Le plan de développement régional à être reconsidéré

LE SOMMET a dirigé un Corps Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale pour reconsidérer le Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional de SADC (RISDP) pour identifier des priorités et réorienter l'ordre du jour d'intégration de la région.

On s'attend à ce que la révision de RISDP s'ensuive dans le développement d'un programme de travail qui s'ensuivrait dans l'implémentation des programmes de haut impact pour améliorer le développement de l'intégration régionale.

Le RISDP est le plan de 15 ans de SADC du développement régional intégré et de l'éradication de la pauvreté qui a été lancée en Mars de 2003. Il contient des objectifs reliés de temps qui sont considérées comme les balises menant vers les buts continentaux et internationaux, en particulier la Nouvelle Association de l'Union Africaine pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et les Buts de Développement Millénaire de l'ONU (MDGs).

L'objectif primordiale est d'atteindre une croissance des taux économique annuels d'au moins sept pour cent, nécessaires pour réduire à moitié la proportion des gens vivant dans la pauvreté d'ici à 2015.

La révision proposée du RISDP et la réorientation des priorités de SADC vient à la suite des négociations actuelle Tripartites entre SADC, la Communauté de l'Afrique de l'Est et le Marché Commun pour l'Afrique de L'Est et du Sud (COMESA).

Les chefs des trois Communautés Économiques Régionales (RECs) ont lancé des négociations sur l'établissement d'un marché intégré de 26 pays comprenant une population combinée de presque 600 millions de personnes, un Produit Intérieur Brut total (le

PIB) d'environ US\$11 trillion et la moitié de l'Union Africaine (AU) du point de vue de l'adhésion.

On s'attend à ce que les négociations s'ensuivent dans l'établissement de la Région de Libre-Echange Tripartite qui est attendue renforcer le commerce intra régional en créant un plus large marché, une augmentation des écoulements d'investissement, un esprit de compétition amélioré et le développement d'infrastructure trans-régionale.

Le Cadre Juridique et Institutionnel a été bien convenu par un Mémoire de Compréhension Tripartite sur la Coopération Interrégionale et l'Intégration signée par COMESA, EAC et SADC, le 19 Janvier 2011.

En plus de lancer les négociations pour l'établissement de FTA Tripartite, les dirigeants du COMESA, l'EAC et la SADC ont adopté une feuille de route ainsi que les principes de négociation, les processus et le cadre institutionnel. Ils ont également demandé qu'un programme de travail et une feuille de route soient développés pour le pilier de l'industrialisation.

Cela a signifié que l'ordre du jour d'intégration de SADC ne peut plus être discuté dans l'isolement du Tripartite. La révision de RISDP doit ainsi considérer des implications du processus Tripartite pour l'ordre du jour d'intégration de la SADC.

Avec les trois piliers initiative du Tripartite accepté, il devient nécessaire de considérer quels aspects de l'intégration régionale peut être mis en œuvre et à partir de quelle la plate-forme - la SADC ou Tripartite

Le résultat de la révision inclurait donc des recommandations sur lesquelles les questions peuvent être manipulées dans SADC contre ceux qui peuvent le mieux être

poussés au niveau Divisé en trois, aussi bien que comment accomplir la synchronisation des deux processus.

Selon un rapport du Détachement spécial Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale présentée au Sommet de Luanda, les trois priorités de moyen terme de SADC pour l'intégration économique sont la consolidation de la Région de Libre-Echange de SADC, le fait d'approfondir l'intégration économique dans la région et le fait d'élargir l'intégration par la FTA Tripartite.

Deux Etats-Membres, l'Angola et la République Démocratique du Congo, ne sont pas des membres du SADC FTA.

Comme actuellement formulé et basé sur la Vision de la SADC, la Mission, l'Ordre du jour Commun et les Principes, le RISDP est destiné pour guider des Etats-Membres, des Institutions de SADC, des parieurs régionaux et des Partenaires Coopérant Internationaux dans le processus d'approfondir l'intégration pour transformer la Vision de la Communauté en réalité.

En plus de leur contribution à l'accomplissement des buts généraux de SADC, les régions d'intervention actuelles principales ont été choisies selon leur contribution potentielle à l'éradication de la pauvreté; l'intégration de développement régionale; le développement régionalement équilibré et équitable; l'intégration dans les économies mondiales et continentales; le développement durable; et l'égalité des sexes.

Les régions d'intervention principales du RISDP sont divisées en deux groupes c'est à dire, les régions d'intervention trans-sectoriel et les régions d'intervention sectoriel. Chaque région d'intervention est présentée avec le but général, les régions de foyer, des stratégies clé et des grands objectifs.

Les objectifs actuels tiennent au compte les Buts de Développement Millénaire (MDGs) et d'autres bien convenu paramètres internationaux.

Les régions d'intervention trans-sectoriel incluent l'éradication de pauvreté; le combat sur le VIH et la pandémie de SIDA; l'égalité de genre et le développement; la science et la technologie; l'informations et la technologie de communications; l'environnement et le développement durable; le développement du secteur privé; et les statistiques.

La coopération Sectoriel et les régions d'intervention pour l'intégration sont la libéralisation commerciale/ économique et le développement; le soutien d'infrastructure en faveur de l'intégration régionale et la sécurité alimentaire durable et le développement humain et social. □

31ème Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement

"...LE SOMMET a revu la situation socio-économique dans la région et a remarquer des améliorations dans les indicateurs du résultat macro-économique, comme la croissance du moyenne réelle du Produit Intérieur Brut qui s'est levé à 4.9 pour cent comparé à 2.4 pour cent en 2009, les investissements augmentés de 22 pour cent du PIB de 2009 à 24.9 du PIB de 2010 aussi bien qu'une baisse en inflation de 12.4 pour cent en 2009 à 7.5 pour cent en 2010.

"Le sommet a, toutefois, noté que la région doit rester en alerte des risques posés par les volatilités financier et économique dans les pays développés. ..." □

SADC de réviser le cadre du ICP

SADC PLANIFIE à entreprendre une révision de l'accord signé il y a six ans avec les Partenaires Internationaux de Coopération (ICP) dans le cadre des efforts visant à renforcer la coopération de SADC-ICP et de faciliter le fonctionnement efficace des structures du partenariat.

Le Secrétaire Exécutif de la SADC, Tomaz Augusto Salomão a déclaré que la révision de la Déclaration de Windhoek sur un Nouveau Partenariat SADC-ICP aurait, entre autres, viser à apporter des acteurs non étatiques dans le courant de l'intégration régionale.

"Le voyage vers l'intégration régionale ne sera pas possible sans la participation de cette circonscription cruciale", a déclaré Salomão lors d'un mi parcours atelier en revue sur la stratégie régionale des Fonds Européen de Développement (FED)-SADC récemment tenue au Botswana.

La Déclaration de Windhoek sur un Nouveau Partenariat de SADC-ICP, adoptée à la Conférence Consultative de la SADC en Namibie en 2006, a guidé la coopération entre la SADC et les ICP en établissant une structure institutionnelle pour le dialogue sur les politiques, les points stratégiques et techniques, et une meilleure coordination des efforts entre les deux parties pour assurer une plus efficace coopération en développement.

Il a également assuré l'alignement, l'harmonisation et la rationalisation des procédures opérationnelles, des règles et d'autres pratiques dans la prestation de l'aide au développement à la SADC, ainsi que les synergies et la complémentarité de faciliter le soutien fourni aux niveaux national et régional.

La Déclaration de Windhoek sur un Nouveau Partenariat SADC-ICP a cherché à créer un environnement favorable à une aide accrue et meilleure pour un



Le secrétaire de la SADC Tomaz Salomão (le deuxième à gauche) avec dirigeants de la SADC

plus grand impact en développement dans la région de la SADC.

Les ICP ont promis leur soutien continu pour l'Afrique Australe et a noté que les défis de la SADC étaient de garantir la fourniture de "leadership renouvelé" et à assumer une plus grande appropriation des programmes et projets régionaux.

Le cadre de partenariat a été rendu nécessaire par un changement dans la politique de développement de l'Union Européenne. L'UE a, depuis 2005, un nouveau politique de développement, le Consensus Européen pour le Développement, qui définit les valeurs, les objectifs, les principes et les modalités de l'aide au développement de l'UE.

Selon la nouvelle politique, les états-membres de l'UE ont décidé d'augmenter les budgets d'aide nationale à au moins 0,7 pour cent du Revenu National Brut (RNB) des pays respectifs en 2015. L'objectif intermédiaire est d'avoir l'aide des budgets représentant 0,56 pour cent du RNB national en 2010.

SADC et les ICP ont fait des engagements différents du point de vue de l'implémentation du Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional de l'Afrique Australe (RISDP) et le Plan Indicatif Stratégique pour l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération de Sécurité (SIPO).

Le RISDP et SIPO sont les plans de développement de 15 ans de la SADC en exposant des priorités régionales dans la zone

de libéralisation commerciale et économique; développement d'infrastructure; sécurité alimentaire; développement humain et social; prévention de conflit; et la stabilité, la paix et la sécurité.

Les zones clé de coopération bien convenu inclus l'assistance avec la création de la Zone de Libre-Echange de la SADC qui a été lancée en 2008 aussi bien que le soutien dans le développement d'infrastructure dans le transport, l'énergie, l'eau et les secteurs de communications; sécurité alimentaire; le VIH et le SIDA; développement de ressources humain; et la paix, la stabilité politique et la sécurité dans la région.

Salomão a dit qu'il y a le besoin pour SADC et l'ICPs "pour lever le bar à tous les niveaux pour nous pour démontrer des résultats visibles".

"Nous voulons, donc, continuer à rassembler davantage le soutien dans cette énorme entreprise et, effectivement, un voyage ambitieux vers un intégration régionale plus profonde," a dit Salomão.

L'Atelier conjointe Régional du SADC-UE a été convoquée pour examiner un rapport d'étape conjoint pour l'examen à mi-parcours de la 10ème Papier Stratégique Régional de l'EDF de SADC et le Programme Indicatif Régional.

Les politiques d'UE pour la région de SADC sont exposées dans le Programme Indicatif Régional (PIR) de EDF10 pour la période 2008-2013, qui adresse deux régions focales de

coopération: l'intégration économique régionale et la coopération politique régionale, dont les deux sont fermement reliés au RISDP et SIPO dans le fait d'adresser leurs objectifs et priorités.

Salomão a réitéré l'engagement du Secrétariat de la SADC au soutien des Etats-Membres comme ils exécutent les priorités pour l'intégration régionale par la coopération de l'UE et le soutien.

"La coopération continuée sous la 10ème EDF continuera à promouvoir et améliorer l'intégration régionale plus profonde dans la SADC," a-t-il dit.

Il a annoncé que SADC avait établi un Comité de Coordination de Réformes Institutionnel au Secrétariat pour faciliter l'implémentation de réformes proposées après une évaluation des programmes régionaux proposés après la signature du 10ème Papier de Stratégie Régional de l'EDF de SADC en 2008.

"Nous évaluons déjà les nouvelles politiques, les systèmes et les processus pour la comptabilité et l'audit, les ressources humaines, l'obtention, aussi bien que la planification, la budgétisation et le monitoring," a-t-il dit.

Avec l'attente que le Secrétariat passerait l'évaluation institutionnelle et aurait les connaissances requises pour l'accord de contribution, Salomão a annoncé que SADC avait accéléré avec la formulation des projets sous les zones focales d'intégration économique régionale et de coopération politique régionale, avec 80 pour cent de PIR ou d'environ €92.8 millions alloués à l'intégration économique régionale.

Un autre 15 pour cent de PIR équivalent à environ €17.4 millions ont été alloués à la coopération politique régionale pendant que cinq pour cent, ou €5 millions, ont été désigné pour les secteurs non-focaux. □

La sécurité alimentaire au profit du centre de recherche agricole régionale

LE LANCEMENT d'un centre de recherche agricole régionale de la SADC a démontré son engagement envers l'amélioration de la sécurité alimentaire dans la région.

Situé à Gaborone, au Botswana, la Coordination de la Recherche et le Développement Agricoles en Afrique Australe (CCARDESA) vise à coordonner et stimuler la croissance agricole par le développement technologique de recherche, et diffusion d'informations de recherche aux agriculteurs.

Accès à l'information est essentielle aux fins de planification, en particulier lorsque les agriculteurs veulent se diversifier dans de nouvelles cultures ou du bétail.

La coordination de la recherche agricole et de développement régional contribue à renforcer les partenariats entre organismes publics et privés, permettant ainsi le transfert de technologie afin de répondre aux besoins et aux demandes du secteur agricole.

S'exprimant lors de la cérémonie de lancement tenue à la réunion des ministres de la SADC chargé de l'agriculture, le Vice-Président du Botswana, Mompoti Merafhe a déclaré avancées dans la recherche agricole et la technologie sont essentiels pour renforcer la sécurité alimentaire dans la région.

Il a dit de la SADC a été en expansion rapide, donc la nécessité de suivre le rythme de la demande et s'assurer que la région est autosuffisante en nourriture.

"Le défi de nourrir plus de 250 millions de personnes dans les États Membres de la SADC est énorme, et le lancement de ce centre ne pouvait pas tomber à un moment plus approprié", a-t-il dit.

"Pour suivre le rythme de croissance de la population et les autres demandes de vie, la recherche et le développement technologique doit rester concentré et à l'avance", a-t-il ajouté, disant que la SADC devrait clairement se positionner en concurrence avec d'autres régions sur le marché alimentaire mondial

Merafhe a dit que l'Afrique australe devrait continuer à se fier en ses propres scientifiques qui ont une base de connaissances traditionnelle riche, échanger leurs découvertes et inventions pour rendre l'agriculture compétitive.

Il a conseillé à CCARDESA d'être fidèle aux attentes de la région en mettant des ressources tant régionales qu'internationales à la bonne utilisation et garantir que la recherche est la demande conduite et pas nécessairement pour remplir un trou professionnel pour moi la reconnaissance.

Le centre devrait produire des technologies utiles pour soutenir l'intérêt des deux, petits cultivateurs et d'agriculture commerciale. De telles technologies pourraient inclure l'amélioration d'équipement d'entreposage



des fermiers pour leur permettre de conserver leur produits pour un temps plus long et gagner plus de leurs productions.

Une étude récente par l'Organisation d'Agriculture et de Nourriture de l'ONU (FAO) estime que la plupart des pays de l'Afrique australe perdent jusqu'à 40 pour cent de leurs produits après la récolte à cause du pauvre équipement d'entreposage.

Le lancement de CCARDESA est donc attendu pour relancer la recherche agricole et le développement dans la région pour

permettre aux États Membres de la SADC pour répondre à leurs défis.

CCARDESA serait également de coordonner la mise en œuvre du Programme de la Productivité Agricole de Multi-pays de la SADC (SADC MAPP), dont le but principal est de promouvoir le développement agricole en Afrique australe.

CCARDESA a été créé en 2010 après son approbation par le Conseil des Ministres de la SADC. Il remplace le Centre d'Afrique Australe pour la Coopération dans la Recherche et la Formation Agricoles (SACCAR) qui a été créé en 1982. Directeur de l'Alimentation, l'Agriculture et des Ressources Naturelles de la SADC (FANR), Margaret Nyirenda a été nommé comme Chef du Conseil d'Administration.

La réunion des Ministres de la SADC chargé de l'agriculture a eu lieu en Juillet au Botswana sous le thème "Recherche et Développement: la Clé pour la Sécurité Alimentaire".

L'agriculture est la principale de la plupart des économies en Afrique australe, et la SADC a identifié le secteur comme une priorité pour le développement. sardc.net □



SADC pour établir le plus grand parc transfrontalier dans le monde

LA MISE en places du plus grand parc transfrontalier du monde a franchie une autre étape plus près de devenir une réalité lorsque les cinq pays de l'Afrique Australe ont signé un traité pour officiellement lancer le parc.

L'Angola, le Botswana, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe ont signé le traité de créer l'Espace de Conservation Trans-Frontière Kavango-Zambèze (KAZA TFCA) lors du récent Sommet de la SADC tenu à Luanda, en Angola.

Situé dans les bassins d'Okavango et du Fleuve Zambèze où les frontières de cinq pays convergent, la KAZA TFCA couvre une superficie d'environ 444000 kilomètres carrés.

Il comprendrait 36 parcs nationaux, les réserves de chasse, les zones de

conservation communautaires et les zones de gestion du gibier.

L'aire de conservation se vante de nombreuses attractions touristiques telles que les Chutes Victoria entre la Zambie et le Zimbabwe, les peintures de San Rock au Botswana et la population de la faune captivant dans la région.

Cette forte concentration d'attractions est prévue de créer une toute nouvelle gamme de possibilités de tourisme en Afrique Australe, en présentant une nouvelle aube pour le développement socioéconomique dans la région

de la SADC, ce qui entraînera une plus grande intégration entre les États Membres.

Elle permettrait également à la région de commercialiser conjointement leurs attractions, ce qui rend une option beaucoup plus attrayante pour les touristes potentiels à la recherche d'un large éventail de possibilités et d'expériences.

Une étude récente de la Peace Parks Foundation et la Banque de Développement de l'Afrique Australe prévoit que la zone de conservation pourrait attirer pas moins de huit millions de touristes chaque année dans la région ainsi que la création d'emplois pour des milliers de personnes.

En signant le traité, les cinq pays de la SADC ont démontré leur engagement à gérer

durablement leurs ressources et à encourager le développement socioéconomique dans la région. En raison de cet engagement ferme manifesté par les cinq pays, le Secrétariat de KAZA TFCA a été établi pour s'assurer que ce plan ambitieux est pleinement mis en œuvre.

Les bureaux pour le Secrétariat de KAZA TFCA sont situés à Kasane, au Botswana et ont été officiellement lancés en Août lors d'une cérémonie en présence du Secrétaire Exécutif de la SADC, Tomaz Salomão, les ministres du tourisme des cinq pays ainsi que d'autres parties prenantes.

Le Ministre, Botswanaïse, de l'Environnement, de la Faune et du Tourisme, Kitso Mokaila dit que le parc transfrontalier "favorisera l'investissement et le développement des infrastructures pour soutenir la conservation et le tourisme dans la région".

La création de la KAZA TFCA est fondée sur les idéaux de la SADC articulés dans le Protocole sur la Conservation de la Faune et Application des Lois de 1999, qui engage les États Membres à "promouvoir la conservation des ressources fauniques en créant des zones de conservation transfrontalières."

La création de la KAZA TFCA devrait être une nouvelle référence pour l'Afrique Australe pour renforcer les projets régionaux et de promouvoir plus de parcs transfrontaliers dans la région.

Ces tels parcs qui sont déjà établis incluent la Grande Région de Conservation Trans-Frontière du Limpopo qui chevauche le Mozambique, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, la Forêt de Maiombe TFCA qui implique l'Angola, le Congo et la République Démocratique du Congo, et la Plaine Liuwa / Mussuma, qui comprend l'Angola et la Zambie.. sardc.net □

Zambie, Zimbabwe accueilleront la conférence mondiale du tourisme

LA ZAMBIE et le Zimbabwe ont remporté l'enchère de co-organiser l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies du Tourisme Mondiale (UNWTO) prévue pour 2013.

Les deux pays vont accueillir la réunion dans les centres de villégiature de Livingstone (Zambie) et à Victoria Falls (Zimbabwe), proche de la puissante Victoria Falls (Musi oa Tunya, la fumée qui gronde) sur le Fleuve Zambèze, qui est un patrimoine partagé.

Les deux ministres du Tourisme, Walter Mzembe du

Zimbabwe et son homologue Zambien, Given Lubinda, ont déclaré que les préparatifs sont déjà en cours pour assurer que l'événement soit une réussite.

"Nous saisissons cette occasion pour inviter le Secrétariat de l'UNWTO, les États Membres et les membres affiliés et d'autres ayant une expérience dans l'hébergement de l'UNWTO. L'Assemblée générale et d'autres événements semblables à fournir une assistance technique et autre pour nos deux gouvernements

et à nos équipes de planification conjointe en se préparant pour le 20ème Assemblée Générale de l'UNWTO», ont déclaré les ministres dans une déclaration commune.

L'Assemblée Générale de l'UNWTO se rencontre toutes les deux années pour discuter et donner la direction au tourisme global. La conférence de 2013 sera la deuxième fois que l'Afrique a accueilli l'Assemblée Générale. Le Sénégal était le premier pays Africain à accueillir la conférence en 2005. □

Cinq des pays de la SADC à partager les ressources fauniques grâce à la création du plus grand parc transfrontalier du monde.

Bonne saison des pluies attendues en Afrique australe

EXPERTS DU climat de l'Afrique australe ont prévu une bonne pluviométrie dans la plupart des parties de la région pendant la saison 2011/12.

Les perspectives précipitations ont été préparées par les scientifiques du climat à partir des services météorologiques et hydrologiques nationaux dans la région de la SADC ainsi que le Centre des Services Climatologiques de la SADC.

Le 15^{ème} Forum Régional des Perspectives Climatiques de l'Afrique Australe (SARCOF 15), qui s'est réuni en Namibie à la fin du mois d'Août, a divisé la saison des pluies en deux parties, Octobre- Décembre 2011 et Janvier- Mars 2012 (voir cartes).

Le Forum a prévu des précipitations normales ou inférieures à la normale pour la plupart des régions de l'Afrique australe pour la première moitié de la saison, couvrant la période d'Octobre à Décembre 2011.

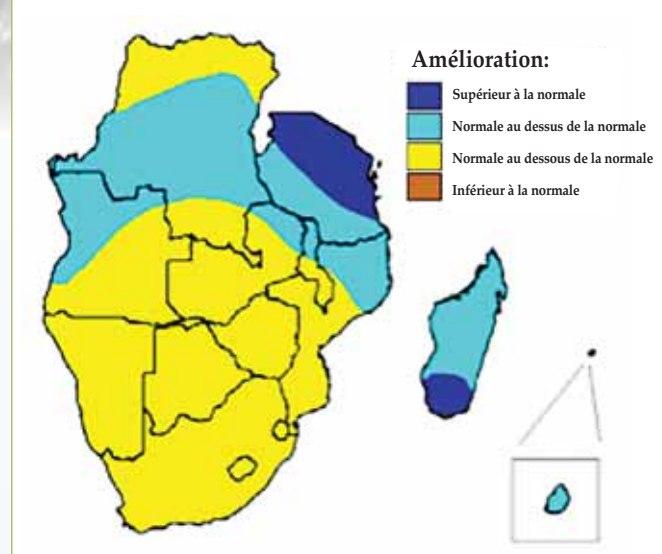
Cela couvre l'extrême nord de la République Démocratique du Congo, la moitié de l'est de l'Angola et une grande partie du Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Zambie et Zimbabwe.

Toutefois, les parties du nord de la République- Unie de Tanzanie et le sud du Madagascar ont une chance d'avoir plus des précipitations normales ou au-dessus de la normale entre Octobre et Décembre.

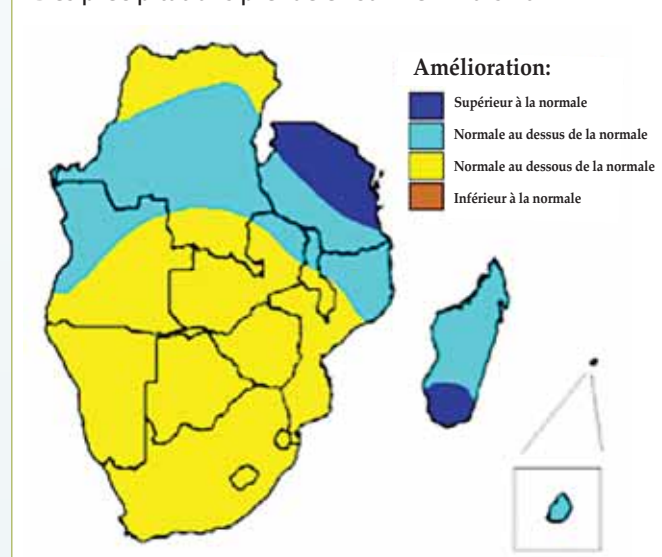
Dans la seconde moitié de la saison, de Janvier à Mars 2012, la plupart des pays intérieurs de la SADC et l'Île Maurice devraient recevoir des précipitations normales ou supérieures à la normale.

Cependant, le sud-est continental de la SADC ainsi que la partie nord de la Tanzanie et le Madagascar devraient recevoir des précipitations supérieures à la normale.

Des précipitations prévue en Octobre- Décembre 2011



Des précipitations prévue en Janvier- Mars 2011



Cela couvre le nord de la Tanzanie, le sud de la Zambie, le sud du Malawi, le nord du Lesotho, le nord-est de l'Afrique du Sud, l'est du Botswana et la majeure partie de Madagascar, Swaziland, Mozambique et Zimbabwe.

La plupart des régions de RDC et le nord de l'Angola ont une forte probabilité d'avoir des précipitations normales ou au-

dessous de la normale au cours de la même période.

Le flanc ouest de la SADC, couvrant les parties extrêmes de l'ouest de l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud, est censé recevoir au-dessous des précipitations normales.

En élaborant les perspectives, les scientifiques ont pris en compte les facteurs principaux tels que les températures de

surface de la mer dans les Océans Pacifique, Atlantique et Indien.

Ils ont noté que l'état actuel de l'Océan Pacifique équatorial est un État neutre et projections de point vers la probabilité des conditions neutres d'El Niño-Sud Oscillation pendant les prochains mois.

Le processus de SARCOF commence avec l'atelier de renforcement des capacités de formation pré- SARCOF d'une durée de six semaines, suivie de la réunion elle-même de SARCOF, puis la réunion de correction mi-saison de SARCOF.

Ces activités sont menées à l'échelon régional de la SADC. En outre, les ateliers sont offerts par les services météorologiques et hydrologiques nationaux au niveau des pays. L'atelier de renforcement des capacités de pré- SARCOF vise à renforcer la capacité technique de prévisionnistes dans les prévisions météorologiques saisonnières.

Les prévisions de SARCOF sont basées sur une combinaison de méthodes statistiques, de modèles de prévision numérique du temps et de jugement des experts. Les prévisions saisonnières générées par le processus de SARCOF sont devenus un important outil de planification pour de nombreuses collectivités à travers l'Afrique australe.

Selon les prévisions, des décisions sont prises dans les secteurs de l'utilisateur comme façon de planifier des activités et pratiques ainsi qu'allouer des ressources pour la prochaine saison des pluies. □

1.0 Introduction

Le développement d'un secteur de l'énergie dynamique capable d'assurer l'autosuffisance est une priorité élevée dans la région de la SADC. Compte tenu d'une économie en expansion rapide, la région a depuis 1999 visé à la fourniture de services énergétiques fiables et abordables. Outre les contraintes de financement, l'un des défis à réaliser certains des objectifs de l'énergie répond à des calendriers de projet, l'ingénierie et de conception. Un manque de capacités techniques au niveau régional a été cité comme un facteur majeur affectant la compétence de la SADC d'atteindre l'autosuffisance énergétique.

Le déficit de capacités se manifeste aux niveaux institutionnels différents, allant du Secrétariat de la SADC et les organisations subsidiaires tels que le Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP) et l'Association des Régulateurs de l'Électricité Régional de l'Afrique Australe (RERA), les utilitaires et les ministères. Parmi les compétences rares dans la région est la planification générale, l'ingénierie, le projet d'emballage et le financement, et la gestion du projet tandis que les technologies qui sont en retard sont ceux dans les systèmes énergétiques et de l'énergie électrique et l'énergie en général.

Les services publics membres du SAPP ont identifié un certain nombre de projets prioritaires pour la mise en service au cours des prochaines années, pour régler la situation paralysant de l'énergie dans la région. Selon SAPP, les services publics planifient à mettre en services des projets entre 2009 et 2013 qui ajoutera environ 8800 mégawatts (MW) d'électricité au réseau régional. Cela permettra à la région de faire correspondre l'offre et la demande.

Un tel scénario ne se produirait que si tous les projets de production et de la réadaptation au sein de se matérialiser d'ici aux dates de mise prévu. L'expérience acquise à ce jour montre que l'achèvement et la mise en service des projets dans la région a effectivement été plus lente que ce scénario optimiste.

2.0 Défis

Le secteur de l'énergie de la SADC n'a pas la capacité d'effectuer une planification appropriée en raison d'une pénurie de compétences. La plupart des services publics membres du SAPP ont perdu un certain nombre de personnel supérieurs au cours des dernières années grâce à la migration et les démissions. Cette tendance doit être abordé grâce à des incitations politiques appropriées.

Un sondage du RERA effectué en 2008 avec le soutien de l'USAID Trade Hub pour examiner l'état actuel de l'approvisionnement en électricité (ESI) de l'industrie a révélé que, bien que la plupart des pays ont des politiques de l'énergie, ceux-ci doivent être revu et mis à jour conformément aux meilleures pratiques. La capacité à mettre en œuvre des politiques est insuffisante dans certains pays, tandis que les réformes d'ESI sont, dans la plupart des cas, incomplètes et doivent être finalisés conformément aux politiques adoptées.

Un autre défi est que beaucoup de projets proposés régionale de l'énergie sont mal structurés et emballés et donc ne parviennent pas à attirer les investissements. Un certain nombre de projets de long- plan n'ont pas réussi à décoller comme le secteur privé a été réticent à s'engager dans des partenariats avec le secteur publique, principalement du à des formules



CONTRAINTES DE CAPACITE

Répondre aux Besoins des Capacités

de financement inappropriés. La plupart des États Membres de la SADC ont été lents dans la mise en place des mécanismes qui favorisent la participation du secteur privé dans le secteur de l'énergie et d'améliorer l'attrait de l'industrie pour les investisseurs.

L'environnement politique dans la plupart des pays de la SADC ne favorise pas la participation du secteur privé dans le secteur de l'énergie. À l'exception de quelques pays comme la Zambie, la majorité des États Membres de la SADC sont pas encore entièrement adopté au concept des Partenariats Public- Privé (PPP), en dépit d'être partie à la Protocole d'Entente d'Inter- Utilitaire de la SAPP qui permet formellement les acteurs privés de participer dans le secteur énergétique de la région. La Zambie a créé une institution publique qui facilite et favorise la mise en œuvre des PPP.

Les contraintes de capacité ont vu la plupart des États Membres de SADC omettant d'adopter pleinement les technologies d'énergie renouvelable comme énergie solaire et éolienne. Les systèmes électriques thermiques solaires, par exemple, ont le potentiel à long- terme pour fournir une fraction significative des besoins de l'électricité et de l'énergie de la SADC. La Recherche a montré que la plupart des pays en Afrique australe reçoivent plus de 2 500 heures d'ensoleillement par an. Les connaissances sur la technologie de l'énergie solaire sont très répandues dans la région de la SADC, mais son utilisation est en partie limitée en raison des coûts prohibitifs impliqués de montage initial et les contraintes de capacité.

3.0 Les Initiatives régionales

La région a entrepris un certain nombre d'initiatives visant à surmonter certaines des difficultés de capacité qu'il fait face dans le secteur de l'énergie. Il s'agit d'un projet



ENERGIE AUSTRALE

Energétiques dans l'Afrique Australe

financé par la Banque Mondiale pour améliorer la capacité des États Membres de développer des projets d'infrastructure bancables, y compris celles dans le secteur de l'énergie. Dans le cadre de ce projet, la capacité serait fournie par le Secrétariat de la SADC au niveau des États Membres pour la planification, la préparation et le développement du projet pour tous les projets d'infrastructure.

Afin d'améliorer la capacité des services publics régionaux, le Centre de Coordination de SAPP basée à Harare, au Zimbabwe, a mené régulièrement des cours de formation structurée portant des questions telles que l'échange d'informations et du commerce d'énergies. Le Centre de Coordination de SAPP a mené avec succès un cours de formation de certification du Day Ahead Market (DAM) de Electricidade de Mozambique (EDM) et Hidroelectricidade de Cahora Bassa (HCB) en Avril 2009 à Maputo, Mozambique aussi bien qu'en Zambie en Août 2009, Botswana Power Company en Octobre 2009 et une formation utilitaire- ciblée pour la Zimbabwe Electricity Supply Authority au Zimbabwe en Février 2010. Un cours de perfectionnement pour tous les membres du SAPP a eu lieu en Décembre 2009 à Harare.

4.0 Rôle des ICP

Les Partenaires Internationaux de Coopération (PIC) ont joué un rôle important en comblant le fossé des capacités dans le secteur de l'énergie de la SADC. La Norvège et la Suède ont contribué à fournir une assistance pour renforcer les capacités des services publics d'électricité régionaux. Le SAPP a entrepris des visites d'échange au cours de plusieurs de ces dernières années sur le marché Nordique à apprendre de l'expérience acquise à partir d'un marché développé qui a les mêmes caractéristiques que le DAM.

Un atelier de renforcement des capacités a été mené pour les membres du SAPP à Johannesburg en Mars 2010 par un cabinet de conseil Français, afin de familiariser les fonctionnaires avec les meilleures pratiques Européennes sur le commerce transfrontalier, organisation commerciale, la réglementation des prix, le fonctionnement du marché intérieur Européen et la méthodologie d'établissement tarifaire pour les échanges transfrontières en l'électricité. Cela a été financé par l'Union Européenne. La Banque Mondiale a supporté la commercialisation et l'évaluation opérationnelle des Utilités Electriques sélectionnés des Membres du SAPP.

5.0 Conclusions et recommandations

La formation et le renforcement des capacités ont été identifiés comme les préalables importants à toute organisation (régionale et nationale) pour réussir dans l'accomplissement de sa mission. La haute priorité attachée au développement des ressources humaines dérive d'une réalisation et de la conviction que l'efficacité et la capacité des organisations dans le secteur de l'énergie doivent être considérablement améliorées pour la SADC pour relever les défis actuels.

Les Politiques de Coopération Energétique et du Document de Stratégie (1996) déclare que SADC a besoin des ressources humaines bien entraînées déclare que la SADC doit bien former ses objectifs pour réaliser et de mettre en œuvre des stratégies de développement de l'énergie de ressources humaines. Sur cette base, le document propose "... qu'un programme de formation stratégique basée dans une perspective à long terme devrait être inclus comme une partie essentielle de la Stratégie et la Politique Energétique de la SADC globale."

Un tel programme vise des aspects clé de capacité d'organisation que SADC reconnaît comme indispensable du développement du secteur d'énergie et à la coopération réussie entre et parmi les États Membres:

La Politique Coopération de l'Énergie et le Document de Stratégie (1996) stipule que la SADC a besoin des ressources humaines bien formées pour réaliser ses objectifs et à mettre en œuvre des stratégies de développement énergétique. Sur cette base, le document propose "... un programme de formation stratégique basée dans une perspective à long terme devrait être inclus comme un élément essentiel de la Politique Energétique de la SADC et une stratégie globales."

Un tel programme cible les aspects clés de la capacité organisationnelle que la SADC reconnaît comme vitale pour le développement du secteur de l'énergie et à la réussite de la coopération entre et parmi les États Membres:

- La SADC doit saisir l'opportunité des ressources prévaluées par ICP pour combler les lacunes des capacités;
- Les États Membres devraient commencer par l'intégration de l'énergie dans le développement, en s'assurant que les contraintes de capacité sont identifiées et traitées;
- Il est nécessaire de créer des fonds nationaux de l'énergie pour répondre à l'appui aux projets et l'amélioration des capacités;
- Les États Membres devraient créer un environnement attrayant pour la participation du secteur privé dans le secteur de l'énergie, avec le but ultime d'améliorer la capacité. □

Le Projet ZiZaBoNa pour stimuler le commerce d'énergie régionale

L'AFRIQUE AUSTRALE intensifie des efforts pour mobiliser des ressources pour la construction d'une ligne de transmission d'énergie qui devra relier quatre pays de la région.

Initié en 2008, la ligne de transmission ZiZaBoNa est supposée de lier le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie, les quatre pays d'où elle tire son nom. Son développement est prévu d'augmenter l'échange d'électricité entre les services publics d'électricité des pays participants.

La ligne de transport d'énergie doit fournir un trajet alternatif dans la région de la SADC et décongestionner le corridor de transport d'énergie central existant qui traverse actuellement le Zimbabwe.

La Réunion à Windhoek, récemment en Namibie, l'administration et le comité du ZiZaBoNa on convenu d'organiser une table ronde pour les investisseurs où les

opportunités d'investissement du projet serait examiné.

La table ronde des investisseurs, qui devrait réunir des investisseurs potentiels avec les services publics régionaux et les autres parties intéressées telles que le Pool Energétique de l'Afrique Australe (SAPP), est prévue pour Novembre en Afrique du Sud.

Les quatre pays ont également convenu de poursuivre le Special Purpose Vehicle (SPV) pour le projet. Un SPV ou entité d'un but spécial est une entreprise qui est créée uniquement pour une transaction financière particulière ou une série d'opérations. Les SPVs sont souvent utilisés pour faire une taxe sur les transactions efficaces en choisissant la résidence fiscale plus favorable pour le véhicule.

Le projet ZiZaBoNa devrait être mis en œuvre en deux phases. La première phase du projet comprend la construction d'une ligne de 120 km 330

kilovolts (kV) de la Centrale Thermique de Hwange à Victoria Falls, où une station de commutation sera construite sur le côté du Zimbabwe. La ligne s'étendra à une sous-station à Livingstone en Zambie.

La deuxième phase comprend la construction d'une ligne de 300 km 330kV de Livingstone à Katima Mulilo en Namibie, à travers Pandamatenga au Botswana.

L'interconnexion du Zimbabwe- Zambie sera construite comme une ligne à

haute tension avec une capacité de transmission de 430kV. Toutefois, il fonctionnera comme une ligne de 330 kV pendant la première phase.

Une fois terminé, le projet ZiZaBoNa serait, par exemple, permettre aux compagnies d'électricité de la Namibie, Nam-Power d'importer directement de l'électricité à partir de la Centrale Thermique de Hwange au Zimbabwe. Actuellement l'électricité de la station de Hwange est routée vers la Namibie par l'Afrique du Sud. □

Le système commercial d'énergie régional active

LE SYSTEME commercial d'énergie régional compétitif visé à l'amélioration du fait de mettre en commun d'électricité à travers l'Afrique australe fait des progrès graduel depuis son lancement en Décembre 2009.

Le Day Ahead Market a été créé pour promouvoir les échanges d'énergie entre les pays de la SADC.

Les derniers chiffres du Pool Energétique de l'Afrique Australe (SAPP) indiquent que le commerce était généralement modérée au cours du mois de Juillet 2011, avec 115 megawatts seulement par heure (MWh) en

bourse et un total de US\$ 4,570 sont échangés sur le marché des enchères.

"Comparativement, Juin 2011 a vu 5195 MWh pour un coût total de US\$ 276.773 d'être échangé sur le marché", a déclaré SAPP dans son rapport mensuel.

Alors que la baisse des volumes de transactions peut être attribués à des contraintes de transport sur le corridor du SAPP grille centrale, il a également été noté qu'il y a un décalage général entre l'offre acheteurs et les vendeurs offrent des prix. □

Les lignes de transmission supplémentaires nécessaires pour le commerce régional lisse

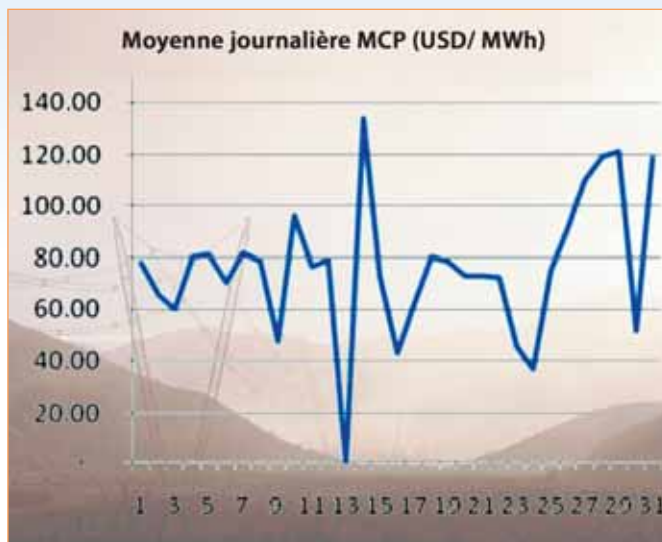
LA CONSTRUCTION des lignes de transmission dans la région SADC est critiquée vers le fait d'adresser la situation d'endommagement d'énergie dans la région, comme les interconnexions permettent aux états membres de profiter de n'importe quelle nouvelle génération de capacité installée dans d'autres pays régionaux.

Un certain nombre des projets d'inter connecteur de transmission ont été identifiés et sont attendus être chargés dans quelques années

prochaines de permettre le commerce lisse de capacité en génération supplémentaire.

Ces inters connecteurs incluent la ligne électrique de Zambie- Namibie et l'inter-connecteur de Lien de Caprivi récemment lancé. La ligne électrique de Lien de Caprivi garantit le transfert sûr entre les membres orientaux et occidentaux du Pool Energétique de l'Afrique Australe (SAPP).

Le Projet d'Inter connecteur de Lien de Caprivi implique la construction de deux stations convertisseur, un à la sous-station de Zambèze et un autre à la sous-station Gerus près d'Otjiwarongo dans la région Otjozondjupa en Namibie. □



Le Botswana dans l'affaire des diamants

LE BOTSWANA a atteint un accord de 10 ans avec le Groupe De Beers sous lequel la compagnie transférera son classement, évaluation et activités des ventes de diamant brut basé à Londres, au Gaborone.

Conformément au nouvel accord, De Beers doit déplacer

son classement et commerce des pierres précieuses au Gaborone vers la fin de 2013, en mettant ainsi fin à un arrangement datant du temps de fondateur Cecil Rhodes pour de telles ventes de survenir à Londres.

De sa nouvelle base au Botswana, De Beers Diamond Trading Company (DTC) sera la production globale de la société des mines et opérations de son entreprise commune dans le monde entier et de vendre à des acheteurs internationaux.

Le Ministre des Ressources Minérales, d'Énergie et d'Eau du Botswana, Ponatshego Kedikilwe a déclaré que l'accord était une étape majeure dans la sécurisation de l'avenir de l'économie du Botswana.

Il a dit que les jours où De Beers déterminait la direction des prix par la production en stockage étaient terminés et l'état a voulu avoir sa propre com-

préhension des conditions du marché.

"Cet accord, et les résultats tangibles qu'il fournira, permettra au Botswana de réaliser son aspiration à être un centre majeur du diamant engagé dans tous les aspects du commerce des diamants", a déclaré Kedikilwe.

Les ventes de diamants compte pour environ 33 pour cent du Produit Intérieur Brut total du Botswana et est la source de devises étrangères principales pour le pays. □

Nouvel organisme mondial pour les agriculteurs lancé

LES AGRICULTEURS ont formé un nouvel organisme mondial pour représenter leurs intérêts, pour être connu comme l'Organisation Mondiale des Agriculteurs (WFO).

L'WFO a été lancé en Septembre lors d'une cérémonie à Stellenbosch, en Afrique du Sud. L'Agriculture en Afrique du Sud a été l'un des participants contribué à la création de l'organisation.

WFO remplace la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (IFAP), qui auparavant s'occupait des intérêts des producteurs au niveau mondial mais a dû être dissoute l'année dernière en raison de problèmes financiers.

WFO est basé à Rome, en Italie, et ses objectifs principaux sont de défendre les intérêts des producteurs à l'égard des questions politique dans le secteur agricole.

Le conseil d'administration de l'WFO se compose du président, Robert Carlson des États-Unis, et six membres du conseil, un représentant de chacun des six continents du monde.

Le président de l'Union Nationale des Agriculteurs Zambiens, Jervis Zimba, est le représentant du conseil de l'Afrique. *New Era* □



Malawi accueilli le Sommet de COMESA

MALAWI ACCUEILLE le 15ème Sommet de Chefs d'Etat et de Gouvernement du Marché Commun pour l'Afrique de L'Est et du Sud (COMESA) le 14-15 Octobre.

Le sommet est attendu discuter le commerce et l'investissement dans l'Afrique de l'est et du sud aussi bien que projette de lancer une Région de Libre- Echange Tripartite couvrant 26 pays en Afrique.

Au sommet, le Président Malawien Bingu wa Mutharika doit supposer la présidence de la COMESA du Roi Mswati de Swaziland, qui a accueilli le dernier sommet en 2010. La présidence du COMESA tourne parmi les états membres.

Avant le sommet des chefs, on s'attend à ce que le Forum des Affaires du COMESA se rencontre pour discuter le commerce intra régional.

"Le forum des affaires explorera comment exploiter des opportunités d'affaires disponibles dans la région, influencer l'environnement pour faire des affaires et de fournir des rencontres entre les

gens d'affaires de la région et au-delà", a déclaré Chancellor Kaferapanjira, le Directeur Général de la Confédération des Chambres de Commerce et d'Industrie du Malawi.

La facilité de voyage pour les commerçants transfrontaliers s'est lancée au Zimbabwe

L'ASSOCIATION DES Commerçants transfrontaliers du Zimbabwe (CBTAZ) s'est associé avec une banque locale pour lancer une facilité de voyage visée à la promotion du mouvement lisse de commerçants transfrontaliers aller retour au pays.

La facilité de voyager en avion maintenant et payer après verra une facilité de banque locale pour payer à l'avance pour les prix de voyage aux limites d'US\$500 à US\$3,000, selon la destination, avec les bénéficiaires remboursant pendant les deux mois après avoir vendu leurs marchandises.

Le président de CBTAZ Killer Zivhu a dit que la facilité aiderait l'aventure de commerçants dans les marchés qui étaient restés

Le forum devrait attirer 500 hommes d'affaires de la région du COMESA ainsi que les investisseurs potentiels de la Chine, l'Europe, l'Inde, l'Émirats Arabes Unis et les États-Unis. □

inexplorés en raison des restrictions dans la levée des prix aériens.

"Certains de nos membres n'ont pas été en mesure d'aller aux pays au-delà de la région parce qu'ils ne pouvaient pas se permettre les prix aériens, après avoir se procurer des fonds pour acheter leurs marchandises," a-t-il dit.

Directeur général de la Banque responsable de la micro finance, Patrick Mugwendeza dit: "Nous voulons nous assurer que la majorité de notre peuple sont économiquement autonomes."

Malgré le manque de données, certaines estimations disent que le commerce transfrontalier contribue entre 30 à 40 pour cent du commerce intra- commercial de la SADC. □

Sata remporte les élections en Zambie

L'ANCIEN LEADER zambien de l'opposition Michael Sata du Front Patriotique (PF) a été élu le nouveau président de la Zambie en Septembre après avoir battu le président exerçant, Rupiah Banda, comme le leader du plus grand producteur de cuivre Africain.

Sata a sondés 1.170.966 des voix, soit 41,98 pourcent du nombre total des suffrages contre 987 866 pour Banda du Mouvement pour la Démocratie Multipartite (MMD) qui a obtenu 35,42 pourcent des suffrages au bulletins total de vote, selon la Commission Electorale de la Zambie (ECZ).

Hakainde Hichilema du Parti Uni pour le Développement National (UPND) a été en troisième position, avec 18,17 pour cent des voix tandis que Charles Milupi de l'Alliance pour la Démocratie et le Développement (ADD) a été en quatrième position obtenant un pourcentage éloigné de 0,94 pour cent des voix lors des élections, le 20 Septembre.

Edith Nawakwi du Forum pour la Démocratie et le Développement (FDD) a été la seule femme candidate parmi les 10 candidats à la présidence qui ont pris part à l'élection, et elle n'a gagné que 0,24 pourcent des voix.

Le taux de participation était d'environ 54 pourcent des électeurs inscrits, selon l'ECZ.

Dans la dernière élection présidentielle en 2006, Banda a remporté plus de 40 pourcent des suffrages valides exprimés contre environ 38 pourcent pour Sata et 19 pourcent pour Hichilema.

Sata a prêté serment le 23 Septembre par le Juge en Chef Sakala Ernest.

Le PF est aussi devenu le plus grand parti au Parlement, après avoir remporté 60 sièges lors des élections parlementaires tenues le même

jour contre 45 pour le MMD et 28 pour l'UPND.

La Parti de Sata a été dominant dans la Copperbelt, Luapula et Lusaka alors que le MMD a pris la plupart des sièges dans les provinces de l'Est et Centrale, et l'UPND remporté la victoire dans le province du Sud, où ses candidats ont remporté 17 des 19 circonscriptions.

Au cours des élections 2006, le MMD a gagné 73 des sièges élus, qui était 49 pourcent des sièges élus au parlement, pendant que le PF a reçu 43 sièges, avec l'Alliance Démocratique Unie recevant 26 sièges, le Parti Libéral Uni deux sièges et un pour le Foyer Démocratique National. Les



Michael Sata (à gauche) a prêté serment en fonction de Président de la Zambie en Septembre



sièges restants sont allés chez les candidats indépendants.

Un total de 768 candidats parlementaires a contestés pour 150 sièges dans l'Assemblée Nationale, avec 113 ou 14,7 pourcent des candidats étant des femmes.

Quatre-vingt-dix femmes ont été nommées par plusieurs parties politiques pendant que les autres 23 se sont représenté comme des candidats indépendants. Au cours des élections parlementaires précédentes en 2006, il y avait 706 candidats, dont 103 étaient des femmes.

Cette fois, 17 femmes seulement (11,5 pour cent) sont parvenues à être à l'Assemblée Nationale après les élections.

Le parlement Zambien est composé de 160 sièges, en incluant les 150 membres que l'on élit plus huit qui sont nommé par le Président. Les deux autres membres sont le Président et le Speaker de l'Assemblée Nationale.

Les sondages ont été décrits comme pensifs à la volonté des gens par les organisations régionales et internationales, en incluant la SADC et l'Union Africaine.

Les élections tripartites étaient les sixièmes sondages survenant en Zambie depuis l'introduction de politique de multipartite en 1991 où la parti de libération du pays, la Parti d'Indépendance Nationale Unie (UNIP) a perdu le pouvoir du MMD.

C'était la deuxième fois que l'ECZ utilisait un système d'enregistrement d'électeur informatisé présenté en 2006. Les détails de tous les électeurs, en incluant des empreintes digitales, sont disponibles électroniquement, ce qui accélère le processus de vérification. □

Les élections de la RDC prévues pour le 28 Novembre

LE PRÉSIDENT Joseph Kabila a mis le 28 Novembre 2011 comme la date pour les élections générales dans la République Démocratique du Congo.

Kabila serra candidat pour un deuxième terme de cinq ans dans une course présidentielle qui inclut le leader de l'opposition principal Etienne Tshisekedi. Etienne Tshisekedi de 78 ans a boycotté les élections de 2006.

Kabila de 40 ans a officiellement classé sa candidature le 11 Septembre à Kinshasa.

Kabila a d'abord pris le pouvoir en 2001 après que son père, Laurent Kabila président à cette époque là, a été assassiné. Le jeune Kabila a été voté plus tard dans le bureau pendant les élections en 2006.

La plus forte opposition de Kabila dans la course 2006, Jean-Pierre Bemba, ne serra pas candidat cette année comme il attend l'essai à la Cour d'Assises Internationale sur les charges de crimes de guerre.

La Commission Électorale Nationale Indépendante a accompli l'enregistrement d'électeur entre l'Avril et le Juillet. □

Le cabinet zambien n'a pas atteint le seuil de parité des sexes de la SADC

LE NOUVEAU cabinet zambien annoncé par le Président Michael Sata, ne parvient pas à combler l'écart entre les sexes en termes de participation des femmes à des postes d'autorité.

Seules deux femmes ont été nommées ministres dans le Cabinet réduit à 19 membres, représentant seulement 10,5 pourcent des postes du Cabinet.

Ce sont Nkandu Luo, qui est la Ministre du Gouvernement Local, le Logement, l'Éducation Précoce et la Protection de l'Environnement, et Inonge Wina, qui est la Ministre des Chefs et des Affaires Traditionnelles.

Seulement quatre femmes ont été nommées vice-ministres. Deux d'entre eux sont Esther Banda et Belinda Kawandami, qui sont députés à Luo et Wina, respectivement.

Les autres députés sont Jean Kapata (Ministère du Développement Communautaire, Santé Maternelle et Infantile) et Alfreda Kansembe (Ministère des Finances). Sur les neuf ministres provinciaux nommés, une seule est une femme - Joséphine Limata (Nord-Ouest de la province).

Dans le dernier cabinet annoncé après l'élection partielle présidentielle tenue en 2008 après le décès du Président Levy Mwanawasa, la Zambie avait trois femmes ministres dans un cabinet de 22 membres, représentant environ 13,6 pourcent.

Aux élections de 2006, la Zambie avait un total de cinq femmes dans un cabinet de 21 membres, représentant environ 23,8 pourcent.

Le dernier taux est loin de l'objectif de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC) de 50 pourcent de femmes aux postes de décision dans le secteur public et privé en 2015 fixé par le Sommet de la SADC en ligne avec la décision de l'Union Africaine (UA), et tombe si court de

l'objectif précédent de 30 pourcent en 2005.

La Zambie est un signataire du Protocole de la SADC sur le Genre et le Développement, qui n'est pas encore ratifiée par les deux tiers des états-membres nécessaires pour entrer en vigueur. L'Ile Maurice et le Botswana sont les deux seuls États Membres de la SADC qui n'ont pas signé le Protocole.

La législation régionale est un processus de trois étapes impliquant la signature initiale d'un protocole pour indiquer l'acceptation, suivie par un plus long processus de ratification par le parlement national d'habitude et ensuite le plus grand défi est de domestiquer les clauses dans la loi nationale et garantir l'implémentation.

Les objectifs du Protocole sont de prévoir l'autonomisation de femmes, éliminer la discrimination et accomplir la qualité et l'équité des sexes par la législation, les politiques, les programmes et les projets qui réagit bien à la parité des sexes.

Sept signataires au Protocole - l'Angola, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, la République Unie de la Tanzanie et le Zimbabwe - ont déjà déposé des instruments de ratification avec le Secrétariat de la SADC, en signifiant que la ratification de trois autres ferait le Protocole "entrer en vigueur".

La représentation des sexes dans les élections générales du 20 Septembre remportées par le Front Patriotique dirigée par Sata a également chuté loin de l'objectif régional. Parmi les 113 femmes candidates parlementaires qui contestées, seulement 17 ont été élus.

Le parlement Zambien est constitué de 160 sièges, dont les 150 membres sont élus plus huit nommés par le Président, ainsi que le Président et le Président de l'Assemblée Nationale.

Un total de 148 sièges a été contesté au cours de l'élection du 20 Septembre, en signifiant que deux élections partielles sont prévues n'importe quand cette année.

Au dernier Parlement Zambien, il y avait 21 femmes au parlement (14 pourcent), une proportion qui est plus haute que 11,5 pourcent actuels.

Dans la région de SADC, seulement quatre états-membres ont atteint l'objectif original de 30 pourcent de représentation des femmes au Parlement (d'ici à 2005) et aucun n'a atteint le seuil de 50 pourcent.

L'Afrique du Sud a la plus haute représentation des femmes au parlement à 45 pourcent, suivis par le Mozambique à 39,2 pourcent et l'Angola et la Tanzanie avec 38,6 pourcent et 36 pourcent, respectivement.

Ces pays ont des systèmes électoraux ou des mécanismes équilibrant qui encouragent la participation des femmes et la représentation minimale de 30 pourcent est une exigence constitutionnelle en Tanzanie.

Avant les revers dans certains pays, la région de la SADC avaient atteint la troisième place en pourcentage plus élevé des femmes en politique dans le monde, au niveau parlementaire, avec 20 pourcent, un taux dépassé seulement par les pays nordiques avec 41 pourcent et les Amériques à 21 pourcent, selon un récent sondage mondial.

Le pourcentage moyen des femmes au parlement dans la SADC a été plus élevé que la moyenne mondiale de 18,5 pourcent, la moyenne sous saharienne de 18,6 pourcent, la moyenne d'Asie à 18,4 pourcent, la moyenne du Pacifique à 15,2 pourcent, et celle des États Arabes (9,1 pourcent) qui est le plus bas. sardc.net □



LE PROTOCOLE sur le Genre et le Développement de SADC a été signé par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC, sauf le Botswana et l'Ile Maurice, le 17 Août 2008 et ratifié par neuf des 13 signataires avant l'Octobre de 2011. Les objectifs du protocole sont les suivants:

- Pourvoir l'émancipation de femmes, éliminer la discrimination accomplir la qualité et l'équité des sexes par la législation, les politiques, les programmes et les projets qui réagit bien à la parité des sexes.
- Harmoniser l'implémentation des instruments différents auxquels les états-membres ont souscrit aux niveaux régionaux, continentaux et internationaux sur l'égalité des sexes,
- Adresser les questions et les inquiétudes de genre émergent.
- Déterminer des objectifs réalistes et mesurables, la limite de temps et les indicateurs pour accomplir l'égalité et l'équité des sexes
- Renforcer, contrôler et évaluer le progrès fait par les états-membres vers l'atteinte des objectifs et les buts déterminés dans ce protocole et
- D'approfondir l'intégration régionale, le développement durable et développer la communauté. □

Le Madagascar – Les acteurs politiques signent le guide

LES PARTIES politiques au Madagascar ont signé un accord qui permet le retour du leader exilé Marc Ravalomanana et ouvre la voie aux élections à être tenues dans une année pour rétablir le gouvernement démocratique sur l'île de l'Océan Indien.

Dix des 11 acteurs politiques au Madagascar ont signé un guide en Septembre qui cherche à restituer la normalité constitutionnelle dans le pays.

Le guide tient compte du retour sans condition de l'exilé de Ravalomanana, l'ancien président et pour l'établissement d'institutions transitionnelles en avance des élections.

Ravalomanana a été évincé par Andry Rajoelina en Mars de 2009 dans un coup supporté par l'armée et ses essais de revenir au pays ont été bloqués par Rajoelina.

Le Madagascar est actuellement suspendu de la SADC.

L'affaire du guide a été négociée par la SADC suite à une mission à Madagascar par le Comité Ministériel de l'Orgue (MCO) le 11 au 17 Septembre.

Cette mission a été mandatée par le Sommet de la SADC tenu en Angola en Août.

La délégation de la Tro ka a été dirigée par le Ministre Adjoint des Affaires Etrangères de l'Afrique du Sud, Marius Fransman et comprenait des représentants des autres membres de la Tro ka de SADC, actuellement la Zambie et la République Unie de la Tanzanie.

Son mandat était d'engager les acteurs politiques en Madagascar pour mettre pleinement en œuvre le guide telle que modifiée par les décisions prises par le Sommet

Extraordinaire de la SADC en Juin 2011 et ensuite repris par le Sommet de Luanda.

La mission MCO a été prise en charge par l'équipe de médiation de la SADC conduite par l'ancien président mozambicain Joachim Chissano et le secrétaire exécutif de la SADC, Tomaz Salomao.

Le comité ministériel a tenu des consultations avec les acteurs clé de Malagasy en incluant les anciens présidents Didier Ratsiraka et Albert Zafy, aussi bien que Rajoelina, qui est à la tête de la Haute Autorité de Transition. Ils ont aussi rencontré des organisations de société civiles et des chefs des forces armées.

Pendant les consultations avec les acteurs politiques, il a apparu que la dispute importante était sur le paragraphe 20 du guide comme amendé par le Sommet de Sandton et réaffirmée par le Sommet de Luanda.

La dispute importante parmi les parties a émané d'une lettre par Salomao adressé aux acteurs politiques Malagasy, datés le 17 Juin 2011.

Il y avait un sentiment général par certains des acteurs politiques Malagasy que l'amendement contenu dans cette lettre n'a pas correctement reflété l'esprit et la lettre du Sommet de Sandton et du Sommet de Luanda.

La décision du Sommet de Luanda était comme suit : (a) "le Sommet a aussi conseillé à la Haute Autorité de Transition de permettre aux gens de Malagasy dans l'exil pour les raisons politiques, d'être permit de retourner sans condition au pays en incluant Mr Marc Ravalomanana.

(b) "Le Sommet a en outre exhorté la Haute Autorité de

Transition à élaborer et à adopter de toute urgence tous les instruments juridiques en suspens pour assurer la liberté politique de tous les Malgaches dans le processus inclusif menant à des élections libres, justes et crédibles."

À la lumière de l'interprétation erronée perçue, la mission de la Tro ka a décidé d'apporter la clarté et corriger les idées fausses et d'autres aspects du guide.

La Tro ka a souligné qu'il y avait une distinction claire entre le contenu et la portée du guide et ses modalités de mise en œuvre. Il a décidé que les modalités de mise en œuvre seront élaborées après la signature du guide.

Le paragraphe 20 Tro ka reformulé comme suit: "La

Haute Autorité de Transition (HTA) doit permettre à tous les citoyens malgaches en exil pour des raisons politiques à revenir au pays sans conditions, y compris M. Marc Ravalomanana. L'HTA doit fournir la sécurité et la sûreté à tous les rapatriés malgache. Les HTA doivent de toute urgence élaborer et à adopter les instruments juridiques nécessaires, y compris une loi d'amnistie, afin de garantir la liberté politique de tous les citoyens malgaches dans le processus inclusif de la transition vers des élections libres, justes et crédibles". □

Le Sommet approuve le détachement de fonctionnaires auprès de JOMIC de Zimbabwe

LES DIRIGEANTS d'Afrique australe ont dirigé la Tro ka de l'Organe d'un projet de mandat pour un groupe de responsables régionaux de rejoindre l'équipe de facilitation sud-africaine dirigée d'aider le Zimbabwe à mettre en œuvre l'accord du partage du pouvoir de l'année 2008.

Les dirigeants de la SADC ont confirmé au cours de la récente 31ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Angola que la Tro ka de l'Organe devrait nommer une équipe de trois fonctionnaires de rejoindre l'équipe de facilitation


et de travailler avec le Comité Conjoint de Surveillance et d'Application (JOMIC) afin d'assurer le suivi, l'évaluation et la mise en œuvre de l'Accord Politique Global (GPA).

Les fonctions principales de JOMIC sont d'assurer la mise en œuvre de la GPA, de recevoir des rapports et des plaintes à l'égard de toute question relative à la mise en œuvre, l'application et l'exécution de l'accord ainsi que de servir de catalyseur dans la création et la promotion d'un climat de confiance mutuelle et la compréhension entre les parties. □



CALENDRIER DES ÈVÈNEMENTS Octobre - Décembre 2011

Octobre 20, Afrique du Sud	Forum des Affaires Chine- Afrique La Chine est le plus grand partenaire commercial de l'Afrique et le forum cherche à renforcer des relations. Il suit un autre forum sur l'Investissement en Afrique tenue dans la Chine en Septembre.
24-28 Octobre, Afrique du Sud	La Conférence Régionale sur le Genre et le Développement La conférence des rouages du genre, partenaires et d'autres parieurs nationaux pour développer un plan d'action régional pour l'implémentation du Protocole sur le Genre et le Développement après la ratification.
26-28, Mozambique	Le 12ème Symposium du WaterNet/WARFSA/GWP-SA La conférence fournira un forum pour discuter et disséminer les conclusions des recherches, la discussion sur la politique d'eau et d'adresser les défis affectant le secteur d'eau dans l'Afrique Australe
26-28, Ethiopie	La Conférence de l' Economie Africain La conférence offrira une plateforme pour réfléchir sur de nouvelles orientations pour la politique de croissance et de déterminer les meilleures approches pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, la réalisation des objectifs du NEPAD et accélérer le développement durable de l'Afrique.
27-29, Chine	Le Forum d'Equipe de Spécialistes Chine- Afrique Le CATF, composé des équipes des spécialistes et des institutions politiques des deux endroits, a été lancé à Hangzhou, en Chine comme un forum pour renforcer le dialogue et les échanges par la recherche conjointe et l'analyse des politiques. Le thème de lancement du séminaire été "relations Sino- Africaines dans la deuxième décennie du nouveau siècle".
Novembre 3-4, Afrique du Sud	Le Sommet d'Infrastructure de l'Afrique Le sommet cherche à promouvoir et faciliter l'investissement d'infrastructure en Afrique dans les secteurs différents comme le transport, l'énergie, les télécommunications et l'exploitation minière.
15-16, Londres	Le Finance du Climat 2011 Une foule des nouvelles approches sont en cours de développement pour canaliser la capitale publique et privée pour promouvoir le développement de bas carbone. La conférence examinera le potentiel de ces nouveaux instruments pour livrer avec succès, le coût- efficacité d'atténuation des changements climatiques et l'adaptation
A confirmer, Afrique du Sud	La Table Ronde des Investisseurs du ZiZaBoNa La réunion vise à présenter les opportunités d'investissement pour le projet ZiZaBoNa. La ligne de transmission ZiZaBoNa relie quatre pays de la SADC - le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie.
21-25, Rwanda	La Conférence Ministérielle de l' UA sur l'Infrastructure Rurale La conférence cherche à trouver des façons d'améliorer l'infrastructure rurale pour lever l'esprit de compétition du secteur agricole de l'Afrique et développer des marchés régionaux.
29 Nov-9 Déc., Afrique du Sud	Le Sommet sur le Changement Climatique COP17 La 17ème Conférence des Nations Unies des Parties (COP17) se réunit à Durban en Afrique du Sud pour discuter des solutions à l'augmentation des moyennes de l'air et des températures des océans, la fonte généralisée des neiges et des glaces, et la montée des eaux due à l'augmentation des émissions de serre gaz.



L'AFRIQUE AUSTRALE

SAJC AUJOURD'HUI

SAJC AUJOURD'HUI Vol 13 No 6 Octobre 2011

SAJC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SAJC Secretariat, SAJC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SAJC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SAJC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITE DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Stalin Tazvitya, Phyllis Johnson, Patience Ziramba, Ndiyavhonga Ndou, Forbes Chinyemba.

ONSEILLER À LA RÉDACTION
Chef de l'Unité de Communications d'Entreprise, SAJC
Leefa Penehupifo Martin

TRADUCTION
Thania Mucu

SAJC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SAJC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SAJC, SARDC, 2011

SAJC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SAJC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SAJC ou du SARDC.

SAJC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS
P1 SARDC, The Herald, L Munjoma; P10 Nampower; P4 allafrica.com, P5, P6 D Martin APG; P12 greatindaba.com, globalvoicesonline.org P13 postzambia.com, zambianwatchdog.com P14 holidays-uncovered.co.uk, dailymail.co.uk; P16 AIM


Abonnez-vous aujourd'hui

SAJC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SAJC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sadc.net
www.sardc.net Connaissance pour le Développement

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance dans la distribution de SAJC aujourd'hui:
Air Botswana, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia, South African Airways, Air Mauritius, TAAG Angolan Airlines et Air Zimbabwe



SARDC
South African Regional Development Centre
www.sardc.net
Knowledge for Development



25 Ans
Le 19 Octobre 1986

Se souvenant de Samora Machel

L'AFRIQUE AUSTRALE cet octobre commémore le 25ème anniversaire de la mort du premier président Samora Moises Machel de Mozambique qui est mort dans un accident d'avion en 1986.

Machel et 34 d'autres, en incluant certains de ses aides les plus proches et conseillers, sont morts quand l'avion présidentiel, revenant d'un sommet en Zambie, s'est écrasé à Mbuzini en Afrique du Sud le 19 Octobre 1986.

La cause de l'accident n'a pas été officiellement déterminée, bien que la preuve indirecte montre à une balise fautive de navigation placée par l'ancien régime de l'apartheid en Afrique du Sud pour tirer l'avion du cours, loin de la route de vol de Maputo et vers les collines à Mbuzini.

Né le 29 Septembre 1933 dans le village Mozambicain du sud de Chilembene, dans ce qui est maintenant le district de Chokwe de province de Gaza, Machel a été acclamé pour sa direction charismatique et forte face au colon et la domination coloniale et l'oppression à travers l'Afrique australe.

Après l'enlèvement de la direction du Front pour la Libération de Mozambique (Frelimo) de son premier président, Eduardo Chivambo Mondlane, qui a été assassiné par les agents de sécurité portugais en 1969 et la conduite de la lutte de libération du bataille contre le colonialisme portugais, Machel est devenu le premier Président de Mozambique à l'indépendance le 25 Juin 1975.

Quelques mois plus tard, en Mars 1976, il a fermé la frontière de 1200 Kms de Mozambique avec de ce temps-là Rhodésie du Sud, conformément aux sanctions de Nations Unies et a coupé le transport lucratif de marchandises de l'intérieur aux chemins de fer de son pays et aux ports

Frelimo logeait déjà des bagarreurs de libération du Zimbabwe dans ses bases dans les zones libérées de Mozambique depuis 1972, surtout dans la province de Tete où ils avaient l'approche prête au franchissement de la frontière.

Le soutien ferme et actif de Machel, Frelimo et Mozambique a continué jusqu'à ce que le Zimbabwe n'ait gagné son indépendance le 18 Avril 1980.

Quand la guerre dans la Rhodésie aggraver à la mesure de plusieurs ronds de négociations, les fonctionnaires Mozambicain ont été présents sur la touche. Aux discussions de Maison Lancaster à Londres en 1979, Mozambique a joué un rôle actif en encourageant un règlement.

Renamo, formé et entra né à Odzi en Rhodésie, près de la frontière de Mozambique, a été déplacé, complet avec les armes, les réserves et les officiers s'entra nant, en Afrique du Sud pendant la transition à l'indépendance du Zimbabwe et a continué ses activités de nouvelles bases à Phalaborwa.

Machel était éloquent et franc sur le sujet de libération de l'Afrique australe et surtout contre l'apartheid en Afrique du Sud. Ayant gagné Mozambique, il a cru que n'importe quoi était possible, en incluant une victoire sur l'apartheid en Afrique du Sud.

Sa haute position de profil contre le colonialisme et la règle de minorité blanche, pourtant, l'ont fait une menace à ceux dans le pouvoir en Afrique du Sud à l'époque.

L'Octobre de 1986 était au sommet de la nouvelle activité par le Congrès National Africain (ANC) dans les communes de l'Afrique du Sud, avec les cadres entrant et sortant de la Mozambique; et au sommet des activités de la Résistance Nationale de Mozambique (Renamo) en Mozambique, emménageant de l'Afrique du Sud et du Malawi de Kamuzu Banda.

C'est venu moins de trois ans après la signature de haut profil de l'Accord de Nkomati par Machel et le P.W Botha de l'apartheid de l'Afrique du Sud en Mars de 1984, quand la survivance de Mozambique a dépendu d'un pacte de non-agression avec l'Afrique du Sud. En pratique, les deux côtés ont continué avec leurs objectifs et c'était de nouveau arrivé un crescendo avec une série d'événements liés en Octobre de 1986.



Lancé du projet histoire africaine

"L'HISTOIRE REELLE appartient à un peuple en lutte et pas aux interprètes de l'histoire. Les gens eux-mêmes sont les fabricants de l'histoire et, par conséquent, les historiens réels. Les interprètes sont des raconteurs simples de l'histoire et pas les véritables fabricants de l'histoire comme est souvent à tort implicite."

Ce sont les mots du Président Zimbabween Robert Mugabe lors du lancement à Harare du projet de l'histoire pédagogique de l'Afrique de l'UNESCO.

Constatant que les historiens non- Africains ont peint souvent une mauvaise image de l'Afrique, Mugabe a dit que l'histoire du continent doit être rédigé par des chercheurs Africains et des universitaires plutôt que par passive sur curieux qui sont souvent des étrangers non- Africains.

Le projet, qui a débuté en 2009 et est la deuxième phase du programme de l'histoire générale de l'Afrique de l'Organisation Educationnelle, Scientifique et culturel des Nations Unis (UNESCO), met l'accent sur l'élaboration des programmes d'histoire et matériel pédagogique pour les écoles primaires et les lycées écrites par des historiens Africains.

La première phase a produit l'Histoire Générale de l'Afrique de l'UNESCO, en huit volumes, y compris les civilisations et l'histoire antique et précoloniale. L'initiative vise à promouvoir l'utilisation et l'harmonisation de l'enseignement de cette collection dans des établissements d'enseignement supérieur sur tout le continent.

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Octobre-Décembre 2011

1 Octobre	Jour Férié	Botswana
4 Octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
4 Octobre	Journée de la Paix et de la Réconciliation	Mozambique
14 Octobre	Journée de Mwalimu Nyerere	Tanzanie
15 Octobre	Journée de la Mère	Malawi
24 Octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie
26 Octobre	Divali	Ile Maurice
1 Novembre	Toussaints	Madagascar, Ile Maurice, Seychelles, Angola
2 Novembre	Toussaints	Tanzanie
6-7 Novembre	Eid El-Hajj*	Tanzanie
11 Novembre	Journée de l'Indépendance National	Angola
12 Novembre	Jour Férié	Angola
8 Décembre	Immaculée Conception	Seychelles
9 Décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
16 Décembre	Journée de la Réconciliation	Afrique du Sud
22 Décembre	Journée de l'Unité	Zimbabwe
25 Décembre	Noël	SADC
26 Décembre	Journée de la Famille	Namibie
26 Décembre	Journée de bonne Volonté	Afrique du Sud
	Le lendemain de Noël	Botswana, Lesotho, Swaziland, Tanzania, Zimbabwe

* dépend sur l'observation de la Lune.